

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 25/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MECASOUD**

Quai des Charbonniers, avenue de Penhoët  
44600 Saint-Nazaire

Références : N6-2022-1217-RAPPORT  
Code AIOT : 0100008707

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement MECASOUD implanté 27 Bd des Apprentis 44600 Saint-Nazaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MECASOUD
- 27 Bd des Apprentis 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0100008707
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur le site MECASOUD du boulevard des apprentis à Saint-Nazaire sont exercées des activités de découpe de métaux, de grenailage, de soudage par étincelage et de perçage. Le site est soumis à déclaration au titre des rubriques 1220 (stockage d'oxygène) et 2575 (emploi de matières abrasives). L'inspection a consisté en une visite globale rapide de l'atelier et en la vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/97 lié au classement sous la rubrique 2575 de la grenailleuse d'une puissance de 142 kW.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- prévention et protection contre le risque d'incendie
- rejets atmosphériques
- gestion des déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | situation administrative                              | Lettre du 25/05/2022                                 | /  | Sans objet        |
| 3  | vérification des installations électriques            | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.6        | /  | Sans objet        |
| 4  | Moyens de secours contre l'incendie                   | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2        | /  | Sans objet        |
| 5  | Valeurs limites et conditions de rejet à l'atmosphère | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.2 et 6.3 | /  | Sans objet        |
| 6  | gestion des déchets dangereux                         | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.4        | /  | Sans objet        |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------|---|--|-------------------|
| 2  | exutoires de fumées | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.4 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative vis à vis de la législation des ICPE est à mettre à jour. Des actions correctives doivent être engagées par l'exploitant sur le thème de la prévention et la protection contre le risque d'incendie et la gestion des déchets. Une analyse des rejets en sortie du système de ventilation de la grenailleuse doit être réalisée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : situation administrative**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 25/05/2022  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, évolution de la situation administrative   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un courrier du 25/05/22, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant :<br><br>- de télédéclarer les cessations d'activité de la rubrique 1120 (oxygène) pour le site du quai des Charbonniers et de la rubrique 4718 (gaz inflammables liquéfiés) pour le site du boulevard des Apprentis ;<br><br>- de télédéclarer l'évolution des volumes d'activités au titre des rubriques 1120 et 2575 (grenailage) exercées sur le site du boulevard des Apprentis ; |
| <b>Constats :</b> Au moment de l'inspection, la situation administrative n'a toujours pas été régularisée.   |
| <b>Observations :</b> L'exploitant doit régulariser sa situation administrative en télédéclarant les modifications et cessations d'activité des ICPE précitées en utilisant le lien qui lui a été envoyé par mail le 22/11/22.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 2 : exutoires de fumées**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques d'incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. |
| <b>Constats :</b> La présence d'exutoires de fumées répondant à la prescription susvisée a été constatée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : vérification des installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques d'incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. |
| <b>Constats :</b> Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des installations électriques datés du 14/11/22, concernant :<br>- document 1 : Installation électrique poste HT et TGBT<br>- document 2 : Installation électrique partie BT<br><br>Ces 2 documents font état de nombreuses observations.  |
| <b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant indique comment il est organisé afin de prendre en compte les observations figurant dans les rapports de vérification périodique des installations électriques (personnes responsables du suivi, traçabilité des travaux effectués...)   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques d'incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br><br>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,<br><br>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,<br><br>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,<br><br>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,<br><br>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.<br><br>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. |
| <b>Constats :</b> La présence des moyens précités a été constatée au cours de l'inspection sauf la réserve de sable.<br>L'exploitant a transmis le 22/11/22 le rapport de la vérification des extincteurs effectuée le 08/09/22.   |
| <b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant mette en place une réserve de sable à proximité de la grenailleuse répondant à la prescription susvisée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 5 : Valeurs limites et conditions de rejet à l'atmosphère

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.2 et 6.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.<br><br>Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.<br><br>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. |
| <b>Constats :</b> La grenailleuse ne dispose pas de point de rejet vers l'extérieur. La sortie du système de ventilation, en aval de la filtration, est située dans l'atelier. L'exploitant indique ne jamais avoir effectué d'analyse des rejets en poussières.  |
| <b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant réalise une mesure des rejets en poussières au niveau de la sortie du système de ventilation de la grenailleuse répondant à la prescription susvisée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 6 : gestion des déchets dangereux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la filière d'élimination des déchets de grenailage.  |
| <b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant justifie du caractère non dangereux des déchets de grenailage qu'il produit pour justifier qu'il n'a pas été en mesure de présenter de bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) relatif à leur élimination.<br><br>Par ailleurs, l'exploitant devra justifier qu'il tient à jour un registre déchets conformément à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (applicable à compter du 1er janvier 2022). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |